

Déclaration CGT - Réunion extraordinaire du CSEC du 6 novembre 2025

Point 6 : Points reportés du CSEC des 25-26 septembre :

- **Politique sociale et conditions de travail,**
- **Avancement enquête RPS,**
- **Avancement application Convention Collective Métallurgie**

L'année 2025 s'achève et avec elle le mandat de 3 ans des représentants du personnel qui coïncide cette année avec la fin de mandat de notre Président à la tête de l'ONERA. Un moment privilégié sans doute pour esquisser un bilan et regarder vers le futur.

Les représentants du personnel notent avec satisfaction que durant cette période, la "belle endormie" comme l'appelait en arrivant notre Président, a repris ses esprits. L'ONERA a renoué des liens avec ses partenaires et se retrouve aujourd'hui avec un carnet de commande bien chargé. Des efforts ont également été faits pour rehausser le seuil d'effectifs mais le rapport reste très négatif si l'on compare la faible évolution du plafond d'EQTP (+28 en 10 ans soit +1,6%) au regard de la très forte évolution de la part contractuelle (+ 73,5%).

Représentants du personnel, nous sommes en première ligne et souvent les premiers témoins lorsque les conditions de travail se dégradent. Une augmentation de la charge de travail, comme une diminution d'ailleurs, ne sont jamais neutres et peuvent avoir des conséquences importantes sur les relations de travail. D'autres facteurs entrent bien évidemment aussi en jeu. Si nous ne pouvons affirmer que les conditions de travail d'un point de vue global se sont dégradées au cours de ce mandat ni en justifier précisément les causes (augmentation de la durée et de la charge de travail, stress contractuel, ...), nous pouvons dire que localement des situations individuelles et collectives ont dégénéré. Et cela nous est particulièrement insupportable lorsque sont touchés nos collègues, syndiqués ou représentants du personnel. Certains ont ainsi été confrontés à de simples remarques, éventuellement répétées, à des invectives, du dénigrement, des menaces, des agressions, ont subi une mise à l'écart de leur équipe ou des appréciations discriminatoires lors de leur évaluation annuelle. Cela a conduit à du mal être, des arrêts maladie et à des démissions. Et même si ces situations se sont déjà rencontrées par le passé de manière importante sur un centre en particulier, force est de constater qu'aujourd'hui elles se sont étendues sur plusieurs centres de l'ONERA et étonnamment à chaque endroit où la CGT est en première ligne.

Au cours de ce mandat qui s'achève, la CGT a de nombreuses fois interpellé la direction pour protéger ses adhérents : il n'est en effet pas question de laisser passer le moindre acte discriminatoire ! Elle nous a répondu, s'est parfois déplacée et nous a plusieurs fois reçus en entretien. A notre demande, plusieurs postes dits "de remplacement" ont été ouverts pour pallier la présence très limitée dans leur département ou service, d'élus fortement chargés en heures de délégation. La CGT avait calculé qu'il fallait 21 postes. 6 ou 7 ont été pourvus.

Mais le plus difficile pour nous dans ces turpitudes, c'est de constater que certains managers "harceleurs" ont été soutenus par la direction qui affirme pourtant le contraire. Leur mise à l'écart officielle s'est transformée en promotion, avec "remise à niveau" et augmentation importante à la clé !

Le plus difficile est de constater que certains managers se sentent autorisés à malmenier ouvertement des représentants du personnel, ouvrant un chemin à d'autres, qui se permettent de leur côté des blagues douteuses, des caricatures de mauvais goût, des arrachages de tracts sur les panneaux d'affichage...

Le plus difficile pour nous est de penser que même avec la preuve d'une discrimination salariale de représentants du personnel, individuelle ou collective et récurrente, la direction ne fera rien. Qu'elle continuera de récompenser et soutenir les mêmes.

Et enfin, le plus difficile est de constater qu'il aura fallu un message d'alerte collectif, peut-être maladroit sur la forme mais matériellement étayé, envers un responsable hiérarchique retors à toute contradiction, pour faire sortir de sa tour d'ivoire notre Président, bien discret toutes ces années sur tout ce qui touche au vivre ensemble, mais étonnamment susceptible quand il s'agit d'un membre de sa caste.

La CGT fait ainsi le constat, une fois de plus, qu'il ne suffit pas de répéter à l'infini "être attaché au dialogue social". Si l'on n'y met pas l'énergie et la volonté, l'impact de la formule s'érode. Elle devient alors un élément de communication vide de sens et pour nous le symbole de l'échec d'une politique sociale creuse.

La gouvernance de l'ONERA va changer. Les conditions de travail aussi. Les salariés choisissent à présent le forfait jour pour compenser en partie les années de disette salariale, très éloignées des promesses de revalorisation faites en 2020 par notre Président afin d'améliorer une attractivité, toujours en berne aujourd'hui. Mais il fallait "bien vendre" la perte d'une semaine de congés...

Avec le regroupement à Palaiseau des sites parisiens et les déménagements à venir, un véritable accompagnement social des personnels va être nécessaire. La CGT s'inquiète aussi du gel des embauches au regard de l'augmentation de la charge contractuelle et plus globalement des finances de l'ONERA et des capacités d'investissement futures, plombées par le projet PRISME. Il serait donc temps de mettre l'énergie là où il faut et cesser d'en perdre dans des projets inadaptés. La mise en place de la nouvelle convention de la métallurgie en est un. Aucun syndicat n'en veut, a minima dans la forme actuelle, mais la direction s'y est accrochée malgré tout. Dialogue social ou dialogue de sourds ?

Quand les conditions de travail se tendent, quand l'attractivité chute, savoir que des représentants du personnel existent et sont en capacité d'agir auprès de la direction pour améliorer certaines choses et si besoin d'intervenir pour éteindre des incendies localisés rassure le personnel. Nous en avons régulièrement la preuve. En revanche, si les représentants du personnel sont fragilisés dans leur rôle, s'ils ressentent qu'ils sont des proies faciles pour de l'intimidation ou de la discrimination, plus personne de sérieux ne voudra s'y coller et cette fois le dialogue social sera définitivement mort.

La CGT souhaite une bonne retraite au Président.